

Jean-Claude Marcourt

«Je ne peux pas en vouloir à un patron qui s'enrichit en suivant les règles»

INTERVIEW

FRANÇOIS-XAVIER LEFÈVRE

A la tête du redressement économique de la Wallonie depuis plus de dix ans, le ministre de l'Économie Jean-Claude Marcourt (PS) vient de lancer une ultime réforme des aides économiques aux entreprises. À l'entendre, la balle est maintenant dans le camp des patrons.

Jean-Claude Marcourt, vous venez de boucler la réforme des aides aux entreprises. Pensez-vous que la Wallonie en fait assez pour aider les entreprises?

La Wallonie en fait assez au sens où elle en fait beaucoup. Quand je vois les aides à la recherche, les aides AWEX, les aides à l'expansion économique,... Nous n'avons jamais refusé une aide à une entreprise pour des questions budgétaires. Au niveau des aides aux entreprises, on fait le maximum qui nous est autorisé par l'Europe.

Bref, c'est maintenant aux entrepreneurs de se bouger et de créer plus d'emplois...

Les entreprises se bougent! Notre politique est plus incitative que par le passé.

Oui mais le politique peut faire toutes les réformes qu'il veut, il ne pourra pas obliger les entreprises à créer de l'emploi.

Non, ce n'est pas de ma responsabilité. Ce sont les entreprises qui créent de l'emploi. Nous constatons tous que la taille des entreprises est inférieure d'environ deux unités, par entreprise, par rapport à la Flandre. Si nous avions ces deux unités supplémentaires, on aurait résolu une grande partie du chômage. Le politique fait des propositions, mais c'est aux entreprises de décider de la manière dont elles vont s'approprier les dispositifs. On ne fait pas de la politique de l'emploi par décret. On ne fait pas de la politique économique par décret. Le politique est là pour répondre aux besoins des entreprises. Le gouvernement est derrière elles en soutenant l'emploi, l'innovation et la création de valeur. Il faut maintenant arriver à pousser les PME de taille moyenne à devenir des PME structurantes. Beaucoup d'entreprises aujourd'hui ont un potentiel de croissance. C'est un enjeu collectif. Même si l'ambiance entrepreneuriale a changé en Wallonie, ce n'est pas encore assez à mon goût.

Vous êtes ministre socialiste... Les profits que peuvent dégager certains patrons, est-ce que cela vous dérange?

Nous sommes face à un système injuste au niveau mondial. Il y a des inégalités au ni-

veau du partage des richesses. Les comportements abusifs ne sont pas sanctionnés. Maintenant, il faut encourager les entreprises à dégager de la profitabilité. C'est par le profit qu'une entreprise peut s'assurer les mutations industrielles. Une entreprise qui ne dégage pas un minimum de rentabilité risque de disparaître. De là, à dire que la répartition de richesse est juste, non. Le revenu du travail est trop taxé par rapport à d'autres sources de revenus. Mais le système est ce qu'il est et la Wallonie à elle seule ne le changera pas. Je ne peux pas en vouloir à un patron qui s'enrichit en suivant les règles légales. Mais qu'on ne taxe pas les plus-values est quelque chose d'injuste. Il y a de l'enrichissement qui dépasse le sens commun. Heureusement, la majorité des patrons ne se bat pas pour devenir riche. Ils se battent pour un projet. Ils sacrifient beaucoup de leur vie personnelle pour soutenir leur entreprise. Les patrons méritent d'avoir un retour sur investissement. Mais nous devons réfléchir à un système équilibré.

Vous pointez les plus-values non taxées. Que peut faire la Région Wallonne?

Rien, c'est un système Fédéral. Mais la vision doit être européenne. La Belgique a un déficit au niveau fiscal, surtout au niveau de l'appréciation des prélèvements sur la valeur ajoutée.

La Wallonie pourrait par contre taxer les grosses fortunes, comme vous le suggère le MR?

C'est impraticable! Le MR essaye simplement de faire un coup politicien. À l'intérieur d'une aussi petite structure qu'est l'État belge, avoir un déséquilibre aussi important est contre-productif.

Pour en revenir aux entreprises, un patron est-il, à vos yeux, redevable s'il a réussi grâce à l'aide publique?

Nous faisons un contrat. Le patron est redevable du respect du contrat. S'il y a des clauses d'emploi ou d'innovation, il doit les respecter. Il n'est redevable de rien d'autre que de l'exécution de ce contrat. S'il ne respecte pas ces clauses, alors oui, il sera redevable. C'est bien pour cela que nous ne voulons plus d'effets d'aubaine dans les aides. Il n'y a aucune raison de donner une prime à une entreprise pour un investissement qu'elle aurait fait dans tous les cas de figure.

La Région Wallonne a encore beaucoup de participations dans des entreprises comme la Sonaca ou la FN. Est-ce que cela a encore un sens?

Je ne fais pas de la détention de participations dans les entreprises une vision dogmatique. Prenons Hamon, on en est sorti car

cela correspondait à l'intérêt des actionnaires. Le soutien à la Sonaca se justifiait par sa fragilité. Elle dégage enfin aujourd'hui un potentiel de valeur intéressant. Mais nous ne voulons pas, en cas de cession de la Sonaca à un tiers, voir le site de Gosselies fragilisé. Mais il est clair que si, à un moment donné, on me propose un projet industriel qui garantit la pérennité de l'activité sur le territoire, on ouvrira les dossiers. Le problème que je remarque souvent, c'est l'arrivée de private equity ou de Venture capitalist qui débarquent dans l'optique de faire une plus-value sur cinq ans. Nous n'avons pas toujours la volonté d'être un gibier. La consolidation peut se faire autour d'entreprises comme la FN ou la Sonaca.

Vous seriez donc tenté d'augmenter les participations publiques en Wallonie?

Cardio3 est un bel exemple! Les pouvoirs publics ont aidé cette entreprise et aujourd'hui elle décolle. Idem pour Bone Therapeutics. Le pouvoir public prend des risques pour soutenir les activités. Maintenant, si le relais est pris par des tiers, c'est l'idéal pour redresser la Wallonie et réaffecter les moyens publics ailleurs.

Vous ne portez pas les private equity dans votre cœur?

Nous manquons d'investisseurs à long terme. Nous avons besoin d'entreprises avec un projet industriel à long terme. Tous les investisseurs sont les bienvenus, mais ce n'est pas un venture capitalist qui va redresser une entreprise qui a connu un choc industriel.

Quel genre de socialiste êtes-vous?

Je me sens profondément socialiste car les socialistes sont ceux qui ont deux grandes valeurs: l'égalité et la solidarité. Il faut généraliser de la croissance économique et de la valeur ajoutée collective pour permettre de lutter contre un monde profondément injuste. La Wallonie doit améliorer son empreinte économique pour lutter contre la pauvreté et l'emploi qui est insuffisant. Les libéraux montrent tout l'inverse dans le gouvernement fédéral. Le fait de dire que demain, on va appliquer à la SNCB un modèle profondément flamand et faire en sorte qu'on n'aura plus que des grandes lignes structurantes, est inégalitaire. C'est un modèle qui ne donne pas la chance de la mobilité à chacun. Je n'ai pas le sentiment que les libéraux appliquent cette règle d'égalité. Ils sont devenus l'instrument de la N-VA.

Maxime Prévot, ministre cdH au gouvernement wallon, a récemment reproché à votre parti de taper un peu trop sur la classe moyenne et de ne pas la défendre...

C'est une maladresse de dire cela. Je suis pour défendre l'ensemble de ceux qui travaillent. Je ne peux pas empêcher Maxime Prévot de revendiquer certaines choses mais je regrette cette déclaration car elle fait injustement mal. Je défends les cadres et les indépendants. Nous ne défendons par contre pas celui qui veut accaparer l'argent.

EXPRESS

«On ne fait pas de la politique de l'emploi par décret. Il faut arriver à **pousser les PME de taille moyenne à devenir des PME structurantes.**»

«**Les patrons méritent d'avoir un retour sur investissement.** Mais nous devons réfléchir à un système équilibré.»

«Je me sens profondément socialiste car les socialistes sont ceux qui ont deux grandes valeurs: l'égalité et la solidarité. Je n'ai pas le sentiment que **les libéraux** appliquent cette règle d'égalité. Ils **sont devenus l'instrument de la N-VA.**»

«Je ne peux pas empêcher **Maxime Prévot** de revendiquer certaines choses, mais je regrette cette déclaration car elle fait injustement mal.»



«**Les patrons méritent d'avoir un retour sur investissement. Mais nous devons réfléchir à un système équilibré.**»